



HAL
open science

Le spectre communiste, un fantôme dans la maison européenne

Bertrand Vayssière

► **To cite this version:**

Bertrand Vayssière. Le spectre communiste, un fantôme dans la maison européenne. Les Cahiers de Framespa : e-Storia, 2021, Cent ans d'anticommunisme en Europe et dans les Amériques, 36, 10.4000/framespa.10299 . hal-03218268

HAL Id: hal-03218268

<https://hal.science/hal-03218268>

Submitted on 5 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le spectre communiste, un fantôme dans la maison européenne.

Bertrand Vayssière

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Toulouse 2-Jean Jaurès

Prétendre faire une histoire des idées à partir de l'étude de la confrontation entre européisme et communisme peut paraître incongru : si le communisme se revendique bien comme idéologie avec des prétentions cognitive, morale et normative universelles, l'européisme apparaît en revanche comme une simple option pratique qui vise l'intégration d'un continent, notamment par le biais des échanges entre les États qui le constituent. La mort du communisme marquerait dès lors l'avènement d'une ère post-idéologique où priment les faits économiques et la loi d'airain de la technocratie¹, une ère faite pour une construction européenne apolitique et globalisée².

Cependant, chassez les idées et elles reviennent au galop : en ce qui concerne la pensée européenne, jeter un regard sur son passé pour ne pas être aveuglé par le triomphe apparent des faits n'est pas inutile... car la construction européenne dérive bien d'une conscience, avant de se transformer en réalité : c'est une expérience objective qui obnubile l'attention en ce début de siècle, mais dont les origines et les conséquences doivent beaucoup à des événements antérieurs qu'il faut éclairer.

On ne doit en effet pas oublier les débuts de l'« européisme » dès l'entre-deux-guerres, bien avant la construction communautaire elle-même, à une époque où celui-ci se constitue en tant que discours³. Inscrivons donc l'européisme dans le temps long des idées et des controverses de manière à ne pas se limiter à raconter une marche implacable vers l'intégration. Cette approche permettrait de plonger plus loin en quête des racines de l'Europe actuelle et de les relier aux phénomènes politiques et sociaux l'ayant transformée bien plus sûrement que le jeu des institutions⁴. Parmi ces phénomènes, la confrontation avec d'autres idées a joué un rôle incontestable dans la mesure où l'européisme ne s'est pas développé en vase clos, mais s'est voulu une réponse à une situation de danger jugée comme telle, où le communisme a la part belle.

Ce dernier point est celui qui nous intéresse dans cet article : penser l'Europe oblige, quelle que soit l'idéologie à laquelle on se rattache, à consacrer une partie de cette pensée aux

¹ Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016 ; Slavoj Žižek, « Les spectres de l'idéologie », *Savoirs et clinique*, 2002/1, n° 1, p. 51-63.

² Benjamin Landais, Aymeric Monville, Pierre Yaghlekdjian, *L'idéologie européenne*, Bruxelles, Aden, 2008.

³ Jean-Michel Guieu, « Jalons pour une relecture de l'histoire européenne des XIX^e - XXI^e siècles », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2012/4, n° 108, p. 1-6.

⁴ Luuk van Middelaar, *Le passage à l'Europe. Histoire d'un commencement*, Paris, Gallimard, 2012.

moyens de lutter contre le communisme, ou de résister à ses assauts. On peut ainsi dénoter une relation dialectique entre les deux constructions mentales, ne serait-ce que par la simultanéité de leur apparition dans les débats publics, qui fait dire à l'historien Tony Judt que « l'opposé du communisme n'était pas le capitalisme mais l'Europe »⁵.

Deux motivations semblent en effet présider au développement de l'idée européenne au XX^e siècle : d'une part, refonder un lien culturel entre Européens (ce qui constitue l'idée permanente, et souvent la seule mise en avant) et d'autre part résister aux pressions de l'environnement international. Dès l'entre-deux-guerres, ces deux motivations se mêlent pour donner sens à un espace qui doit se protéger de Moscou, et accompagnent ensuite les premiers pas de la construction européenne, du Plan Marshall jusqu'à la chute du Mur de Berlin. Dans les faits, le communisme est ainsi une sorte de « miroir de soi » d'une cause européenne fortement politisée, sous la forme, consciente et inconsciente, d'un anti-modèle. Reste à savoir si la construction de l'ennemi joue bien ici son rôle de figure structurante du social à l'usage d'une collectivité européenne en voie de constitution⁶.

1 Les prémisses.

1.a Une double défiance.

Plusieurs ingrédients peuvent expliquer l'hostilité entre communisme et idée européenne.

Le premier est d'abord de nature géopolitique, voire culturelle : cette hostilité doublerait la défiance anthropologique, bien plus ancienne, de l'Occident à l'égard du monde russe⁷. Celui-ci, qui représente pourtant 45 % du territoire européen, apparaît comme un espace fermé dont on se pose depuis longtemps la question de l'euroanéité, un espace très proche mais aussi... très oriental⁸. L'application de la notion de « civilisation » à l'Europe, notamment à la suite de Guizot dans les études historiques, relayée aussi bien par les doctrinaires que par les saint-simoniens, tend, tout en retraçant le fil d'un passé commun à l'ensemble des Européens, à en

⁵ Tony Judt, *Postwar. A History of Europe since 1945*, New York, The Penguin Press, 2005, p. 630.

⁶ Reinhard Johler, Freddy Raphaël et Patrick Schmoll, *La construction de l'ennemi*, Éditions de l'III, Strasbourg, 2019, p. 15.

⁷ L'hostilité entre les deux ensembles, Europe occidentale et Russie/URSS, est traitée dans de nombreux ouvrages, parmi lesquels : Marie-Pierre Rey, *Le Dilemme russe : la Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Paris, Flammarion, 2002 ; Martin Malia, *L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier de bronze au mausolée de Lénine*, Paris, Seuil, 2003. D'autres livres traitent du même sujet mais avec un ton polémique certain, largement pro-russe : Guy Mettan, *Russie-Occident. Une guerre de 1 000 ans*, éd. des Syrtes, 2015.

⁸ Georges Nivat, « Deuil d'un empire et problèmes russes », *La revue russe*, 1996, 9, p. 23.

écarter les Russes jugés « barbares » au pire (Hugo⁹), « élèves moins forts d'une même école de civilisation » au mieux (Jouffroy¹⁰). Cette démarche n'est pas anodine lorsque l'on considère que « la notion de civilisation porte à l'europhobie »¹¹ et qu'elle sert de prétexte à une vaste littérature à charge qui, dans la veine du marquis de Custine et son best-seller *La Russie en 1839*, décrit un pays arriéré et inquiétant, cet « esclave, à genoux, qui rêve de la domination du monde »¹², ton que l'on retrouve chez de nombreux auteurs... dont Karl Marx¹³. Rappelons que, côté russe, le slavophilisme puis le panslavisme vont de même donner corps à l'idée d'une confrontation inévitable entre l'Est et l'Occident, qui est alors strictement assimilé à « l'Europe »¹⁴.

Le second ingrédient est de nature idéologique et plus circonstancielle : le marxisme lui-même se réclame d'une révolte contre le système européen tel qu'il se présente à l'époque où il apparaît. Le préambule du *Manifeste du parti communiste* (1848) est à ce sujet on ne peut plus clair, qui évoque le communisme comme un « spectre » hantant l'Europe, une idéologie « reconnu[e] comme une puissance par toutes les puissances d'Europe »¹⁵. Le Vieux Continent est bien le cadre et le centre de gravité du projet communiste parce qu'il est l'épicentre du capitalisme condamné. Suivant cet axe, le communisme se présente comme une analyse critique de la révolution industrielle occidentale, et se traduit en une révolte contre le système européen en place, entre affirmation des nationalités et avènement de l'impérialisme. Cette révolte est nourrie aux sources de la culture et de la science occidentales -contre lesquelles elles ont été retournées- telles que Karl Kautsky, gardien de l'orthodoxie marxiste, les rappelle : histoire révolutionnaire française, philosophie allemande et économie politique britannique¹⁶. L'hostilité qui en résulte est instantanément remarquée par certains contemporains qui l'interprètent comme la négation de la civilisation telle qu'ils l'entendent, ainsi Adolphe Thiers accusant le communisme de vouloir détruire les valeurs européennes fondamentales qui sont pour lui le travail, la liberté et la famille¹⁷.

⁹ Victor Hugo, *Le Rhin. Lettres à un ami*, Bruxelles, Jamar, 1842, p. 151.

¹⁰ Théodore Jouffroy, *Mélanges philosophiques*, Paris, Paulin, 1833, p. 102.

¹¹ Laurent Franck, « Penser l'Europe avec l'histoire. La notion de civilisation européenne sous la Restauration et la Monarchie de Juillet », *Romantisme*, 1999, n°104, p. 54.

¹² Astolphe de Custine, *La Russie en 1839*, (vol. 4), Bruxelles, Ad. Wahlen et Co, 1844, p. 134.

¹³ Kostas Papaioannou, *De Marx et du marxisme*, Paris, NRF, 1983 (article sur sa vision de la politique étrangère).

¹⁴ Alexandre Bourmeyster, *L'Europe au regard des intellectuels russes*, Privat, Toulouse, 2001.

¹⁵ Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, édité originellement en février 1848 par l'*Office der Bildungs-Gesellschaft für Arbeiter* von I. E. Burghard, 46 Liverpool Street, Bishopgate, London.

¹⁶ *Les trois sources du marxisme* (1908), récemment réédité sous le titre *Les trois sources de la pensée de Marx*, Spartacus, 2000. Ces trois sources sont bien celles attribuées par les auteurs occidentaux à la civilisation européenne, sous la forme d'une « triarchie » constituée de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

¹⁷ *Du communisme* (1849), Paris, Terrain Vague, 1993, p. 43.

Au final, il existe une double altérité entre défense de l'Europe en tant que système et civilisation (sans que l'on puisse encore parler d'européisme) et pensée communiste, qui peut expliquer bien des réticences...

1.b État des lieux dans l'entre-deux-guerres.

Le mot européisme apparaît en 1915 sous la plume de Jules Romains¹⁸, peu de temps avant le triomphe de la cause bolchevique en Russie. Pourtant, il n'y a pas immédiatement ouverture des hostilités entre les deux pensées, mais une période de latence qui peut s'expliquer par l'absence de recul à l'Ouest vis-à-vis de ce qui se trame en Russie, sur le point de devenir l'URSS. L'idée de « construction du socialisme dans un seul pays », mot d'ordre qui triomphe lors du XIVe Congrès du PCUS le 14 décembre 1925, creuse un fossé irrémédiable. Outre le fait qu'il devient l'emblème de la stalinisation, il dénote une conception solitaire de l'URSS au sein des relations internationales (le fameux « seul contre tous »), qui a pu entraîner par contrecoup les premiers projets européistes.

Il est vrai que les prémisses antibolcheviques de ces projets ont déjà été nourries aux sources des conférences de paix de l'après-guerre qui ont créé un « cordon sanitaire » autour de la révolution alors en cours en Russie, une « hideuse croisade » dénoncée par certains européistes peu sujets au philo-communisme tel Stefan Zweig¹⁹. Cette défiance se veut pourtant une réponse au mot d'ordre léniniste, exprimé dans le journal *Sozialdemokrat* le 23 août 1915 (n° 44) : « les États-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires »²⁰. À l'Ouest, les premières réactions se font connaître contre ce qui est considéré comme l'objectivation d'une menace fatale pour l'Europe : par ce biais, un passage se fait dans les esprits de l'idée à la conscience européenne²¹, qui a le mérite d'établir chez les Occidentaux un rapport à soi et aux autres, dans lequel l'anticommunisme sert de référence. En ce sens, l'européisme initial est plus une réaction qu'une révolution, mais aussi la traduction politique d'une hostilité qui s'exprimait jusqu'ici en termes essentiellement culturels.

¹⁸ *Problèmes européens*, Paris, Flammarion, 1933 (compilation d'articles parus pendant la Première Guerre mondiale).

¹⁹ Croisade « de toute la bourgeoisie 'libérée', 'démocratique', 'républicaine' de l'Europe », Lettre de Stefan Zweig à Romain Rolland, 27 novembre 1918, in Romain Rolland, Stefan Zweig, *Correspondance, 1910-1919*, Paris, Albin Michel, 2014, p. 504.

²⁰ *Œuvres de Lénine*, t. 21 (août 1914-décembre 1915), Paris, Éditions Sociales, 1960, p. 351-355.

²¹ Robert Frank, « Les contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998/4, n° 60, p. 82-101.

Parmi les premiers militants de l'Europe, le comte autrichien Richard Coudenhove Kalergi se saisit de l'anticommunisme comme levier²². Dans *Pan-Europe*, son manifeste pour la mise en place d'un véritable mouvement européiste (1923), il écrit que « depuis que la Russie s'est placée en dehors de l'Europe, en rompant avec le système démocratique, la question a été notablement simplifiée. Une étroite fédération est, en effet, pratiquement irréalisable entre une puissance soviétique et des États démocratiques »²³. Cette antienne est reprise plus tard dans *Staline et Cie* (1931), qui se veut un appel à la résistance et à la constitution d'un « bloc » européen. Coudenhove en arrive ainsi à essentialiser par contrecoup un « bloc URSS » susceptible de mobiliser les Européens, unis contre « cette nouvelle forme d'existence [qui] ne repose pas sur la folie, mais sur la logique [et qui doit entraîner la défiance de] l'homme occidental »²⁴. Le discours est similaire sur le plan diplomatique, où les premiers projets européens jouent habilement de cette dualité, comme celui que le ministre des Affaires étrangères français Aristide Briand, lui-même président d'honneur de Paneurope, propose aux autres pays européens à la tribune de la SDN (5 septembre 1929). Il est entendu que son plan d'Union fédérale cherche d'abord à pacifier les relations entre la France et l'Allemagne, mais celui-ci évoque *sotto voce* la nécessité pour l'Europe de se protéger de la contagion soviétique²⁵. Cette hostilité est d'ailleurs telle qu'elle entraîne par contrecoup, côté soviétique, une lecture idéologique systématique de tout ce qui tourne autour de l'idée paneuropéenne, fidèle à la logique de confrontation opposant socialisme et capitalisme²⁶. Par réaction, l'europhisme devient pour beaucoup d'Occidentaux un réflexe de défense contre l'hydre communiste qui autorise bien des rapprochements et, plus tard, bien des compromissions avec le fascisme et encore plus avec le nazisme²⁷.

2. Les combats d'après-guerre.

2.a Un anticommunisme fondamental(iste).

²² Bertrand Vayssière, « Richard Coudenhove-Kalergi : la trajectoire européiste d'un comte d'empire dans l'entre-deux-guerres », à paraître.

²³ Richard Coudenhove-Kalergi, *Pan-Europa*, Vienne, Verlag édition, 1923 (trad. fr. 1926), p. 35-36.

²⁴ *Stalin & Co*, Zurich, Vienne, éd. paneuropéennes, 1931 (trad. fr. 1932), p. 9-10.

²⁵ Antoine Fleury et Lubor Jilek (coords.), *Le Plan Briand d'Union fédérale européenne*, Bruxelles Peter Lang, 1999, p. 133.

²⁶ « La sensation de Monsieur Briand », 13 septembre 1929, cité par Zinajda Béloousova, « L'URSS contre la Pan-Europe de Briand », in Mikhaïl Narinski et alii, *L'URSS et l'Europe dans les années 20*, Paris, PUPS, 2000, p. 121.

²⁷ Bernard Bruneteau, *Les « collabos » de l'Europe nouvelle*, Paris, CNRS éd., 2016.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'europhisme n'est plus un absolu, mais se présente comme une nécessité : le passage se fait chez certains cette fois-ci de l'idéalisme à l'action, nécessitant non plus seulement de penser l'Europe, mais de la construire²⁸. Le contexte de guerre froide encourage ainsi une rhétorique de la nécessité par l'allusion à une menace commune ; dans le même temps, la prise de conscience d'un intérêt européen, à laquelle s'ajoute la faiblesse du droit international, justifie que l'expérience se tienne à la seule échelle occidentale.

Dans ce cadre, le rapport au communisme après la guerre -avec une idéologie dont on ne peut plus dire comme autrefois qu'elle est isolée et marginale- est très différent de la période précédente : il se présente comme un véritable aiguillon de la modernisation endogène chez les uns (ce qui donnera en France la formule du tripartisme et l'adoption, même sous une forme propre, de la planification²⁹) ; il est vécu comme un véritable repoussoir chez les autres, tenants de l'ouverture européenne pour lesquels l'URSS confirme d'emblée son statut d'ennemi commun³⁰.

Parmi ces derniers, deux courants naturellement anticommunistes vont se rapprocher, motivés par le fait que l'URSS n'a jamais paru aussi puissante : une tendance conservatrice, qui dénonce les fondements idéologiques du système communiste, et une tendance social-démocrate plus réformiste que révolutionnaire. Ce rapprochement est facilité par le discours agressif que tient l'URSS à l'égard de l'Europe naissante, non pas présentée comme une réalité politique et culturelle à part entière mais comme un outil de la diplomatie américaine, ainsi que le martèle par exemple la doctrine Jdanov. L'Europe est, pour Moscou, « sous influence », élément rhétorique de guerre froide relayé à l'Ouest par des PC eux-mêmes très influents. Ceux-ci ont alors beau jeu de rappeler que les communistes sont écartés des toutes jeunes institutions européennes, même si c'est bien avec leur plein accord (il n'y aura ainsi pas de députés communistes au sein de l'Assemblée européenne de la Communauté économique du charbon et de l'acier - CECA).

Par contrecoup, courants conservateurs et sociaux-démocrates à l'Ouest vont se rapprocher non pas au nom de l'europhisme mais de l'atlantisme, qui conditionne l'aide américaine à l'adoption, par les pays bénéficiaires, d'un cadre libéral : le soutien de Washington est de ce fait un levier de l'intégration européenne, mais d'une intégration qui tourne le dos au

²⁸ Robert Frank, *art. cit.* ; Jean-Michel Guieu et alii, *Penser et construire l'Europe au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2007.

²⁹ Henry Rousso, « Le Plan, objet d'histoire », *Sociologie du travail*, 1985, 27-3, p. 239-250.

³⁰ Youri Roubinski, « La Russie/URSS et l'Europe après 1945 », in Duanmu Mei et Hugues Tertrais (coords.), *Temps croisés II*, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'Homme, 2010, p. 43-54.

paneuropéisme de l'entre-deux-guerres, participant au « Grand Schisme » séparant le Vieux Continent en deux³¹. L'Europe des années 1950 devient dès lors une « communauté de sécurité amalgamée », un bloc qui a l'OTAN comme clé de voûte et dont l'URSS est le repoussoir : le célèbre discours du président de l'Assemblée générale des Nations-Unies, le belge Paul-Henri Spaak, prononcé le 28 septembre 1948 au palais de Chaillot, résume le ton antisoviétique de cette époque, ce « discours de la peur » (22 occurrences de ce mot dans sa harangue), qui justifie les premiers rapprochements européens³². Ce ton est perceptible dans les diatribes militantes des premiers récipiendaires du prix Charlemagne, créé en 1950 pour récompenser des personnalités qui se sont engagées pour l'unification européenne, et dont la facture anticomuniste est sans ambiguïté. Richard Coudenhove Kalergi, premier lauréat de ce prix, souhaite ainsi que les efforts en faveur de l'unification européenne constituent « un aimant pour l'Europe de l'Est, qui attirerait d'abord l'Allemagne de l'Est et puis les États de l'Europe orientale »³³, alors que Joseph Bech, Premier ministre luxembourgeois, considère que les « vrais Européens » sont ceux qui sont « opposés aux fanatiques de la doctrine salvatrice du communisme »³⁴.

La construction européenne apparaît ainsi comme un réflexe de sauvegarde de l'Occident, ce qui est particulièrement avancé lors de la campagne pour une Communauté européenne de défense par les tenants d'une armée intégrée (1950-1954), dont le socle antisoviétique s'appuie sur des fondements moraux et géopolitiques assumés par l'Europe naissante³⁵. Parmi ses partisans les plus déterminés, les militants fédéralistes de gauche comme de droite adoptent un ton particulièrement agressif face à toute contre-proposition venant de l'Est. C'est le cas concernant le Plan Molotov, proposé en 1954 par le ministre des Affaires étrangères de Staline dans l'optique de bâtir un pacte de sécurité paneuropéen, qui est particulièrement combattu par les membres de l'influente Union des fédéralistes européens (UEF) : ceux-ci y voient un moyen de torpiller toute tentative de construction communautaire (et donc occidentale) tout en noyant la question allemande³⁶.

³¹ Raymond Aron, *Le Grand Schisme*, Paris, Gallimard, 1948.

³² On peut trouver ce discours dans Paul-F. Smets (coord.), *La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak (1942-1972)*, vol. 1, Bruxelles, Goemaere, 1980, p. 148-160.

³³ Discours de Richard Nikolaus de Coudenhove-Kalergi, 18 mai 1950 [trad. C. B.], <http://www.karlspreis.de/fr/laureats/richard-nikolaus-graf-coudenhove-kalergi-1950/discours-extrait-par-comte-richard-nikolaus-de-coudenhove-kalergi> [17.07.2015].

³⁴ Discours de Joseph Bech, 26 mai 1960 [trad. C. B.], <http://www.karlspreis.de/de/preistraeger/joseph-bech-1960/rede-von-joseph-bech> [17.07.2015].

³⁵ Clarence C. Walton, « Background for the European Defense Community », *Political Science Quarterly*, vol. 68, n° 1, mars 1953, p. 42-69.

³⁶ UEF, « Cocktail Molotov », brochure de 24 p., Archives historiques de l'Union européenne (AHUE), Florence, UEF-501.

2.b Le débat au sein des sociétés.

Trois mobilisations de la société civile poursuivent cette logique frontale qui oppose les pays occidentaux au communisme : une de nature intellectuelle, l'autre plutôt militante, et une troisième nettement propagandiste. Ces trois réponses démontrent qu'il y a bien engagement d'une certaine fraction des populations de l'Ouest en faveur de l'idée européenne, mais que celui-ci demeure fragile dans la mesure où il ne peut se passer du soutien américain.

Les premiers à se mobiliser sont les intellectuels antitotalitaires, dont l'inspiration anticommuniste ne souffre d'aucune ambiguïté. Bien que minoritaires parmi des clercs largement gagnés par le communisme, ils contribuent à une première élaboration d'une identité européenne d'abord politique, dans une littérature de combat dont l'impact n'est pas négligeable³⁷. Leurs ouvrages sont autant de dénonciations de Moscou et, par extension, des appels à la légitimation d'une Europe encore libre qu'il faut défendre, message relayé par les structures militantes qu'ils mettent alors en place. C'est par exemple le cas avec le Congrès pour la liberté de la culture (CLC), fondé en juin 1950 à Berlin-Ouest (le symbole que représente cette ville n'échappe à personne), où se retrouvent, dans un mélange aux dosages incertains, européistes militants tels que les dirigeants de l'UEF Eugen Kogon, Altiero Spinelli et Henri Frenay, et anticommunistes notoires dont le bouillonnant Arthur Koestler. Tous expriment une conception de la liberté qui oppose l'individu aux « masses »³⁸, et désignent Moscou comme l'ennemi commun de l'Occident, essentialisé autour d'une conception libérale de la démocratie³⁹. Si ce mouvement professe dès son manifeste une lutte à outrance contre le communisme et plaide pour une défense des libertés présentées comme constitutives de l'esprit européen, son financement par diverses fondations américaines (Rockefeller, Guggenheim, Carnegie, Ford) émousse la portée de son message, encore plus après qu'éclate la vérité sur le soutien financier du CLC par la CIA en 1966⁴⁰.

³⁷ Les ouvrages d'Arthur Koestler (*Le zéro et l'infini* Paris, Calmann-Lévy, 1948) et de Victor Kravchenko (*J'ai choisi la liberté !*, Paris, éd. Self, 1947) se sont vendus autour de 500 000 exemplaires chacun rien qu'en France. Dans cette littérature militante, on pourrait également citer *Le Dieu des ténèbres* (Paris, Calmann-Lévy, 1950) ou Czeslaw Milosz, *La pensée captive* (Paris, Gallimard, 1954).

³⁸ Altiero Spinelli, *Lettre à Albert Camus*, 18 mars 1945, p. 4, AS-7, AHUE.

³⁹ Henri Frenay, « Nous montrerons le chemin », *Discours au IIIe Congrès de l'UEF*, Strasbourg, 19 novembre 1950, 52 p., WL-122, AHUE.

⁴⁰ Le scandale est révélé par le *New York Times* dans une série de cinq articles, ouverte le 25 avril 1966 ("The CIA: Maker of Policy or Tool? Agency Raises Questions Around the World", *New York Times*, April 25, 1966, p. 1.

La seconde mobilisation est de nature militante, et passe par l'affirmation de mouvements ouvertement fédéralistes qui ont un poids non négligeable en terme de membres. C'est ainsi que l'UEF, créée à Paris en 1946, compte dès l'année suivante jusqu'à 150 000 membres⁴¹. Un second âge d'or de l'engagement européen commence alors, qui donne corps à un militantisme européen actif. Ce dernier présente des points communs et des différences avec celui du premier après-guerre. La résistance au déclin et la défense d'une identité culturelle sont bien toujours présentées comme des objectifs essentiels, mais un troisième élément, plus politique, s'est ajouté aux précédents, anticommuniste de manière induite : la nécessité de construire l'Europe en faveur de la liberté et de la démocratie. Quant à la nouvelle génération qui anime ce combat militant, elle entend donner une base théorique plus précise à son engagement européen. Beaucoup de ses acteurs ont une vision « fédéraliste » en même temps qu'un positionnement anticommuniste assumé, soit par rejet de leurs anciens idéaux (Altiero Spinelli), soit par affirmation, via l'Europe, d'un combat qu'ils ont toujours pensé inéluctable avec la doctrine communiste (Henri Frenay). Jean-Marie Domenach écrit dans *Esprit* (1948) que, chez ces militants, « l'amour de l'Europe » flirte avec « la haine du communisme »⁴². Ceux-ci établissent des liens avec les intellectuels antitotalitaires, qui écrivent dans leurs brochures en même temps qu'eux signent des articles dans des revues à l'anticommunisme assumé, soutenues par le Congrès pour la liberté de la culture, et donc par les Américains⁴³.

Enfin, le thème européen est récupéré par différents réseaux à l'Ouest de l'Europe et fait l'objet d'une vaste propagande qui, sous couvert d'europhisme, est d'abord tournée contre Moscou. La création de « Paix et Liberté » est à cet égard évocatrice : ce réseau dirigé par le député de Seine-et-Oise Jean-Paul David, soutien fervent de la cause européenne⁴⁴, est créé en France en septembre 1950 à l'initiative du président du Conseil René Pleven, avant de se développer également en RFA, en Belgique et en Italie⁴⁵. « Paix et Liberté » finance alors des campagnes de soutien à l'Europe « libre » menacée par Moscou, notamment par voie

⁴¹ Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale*, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

⁴² Jean-Marie Domenach, « Quelle Europe ? », *Esprit*, novembre 1948, n° 11, p. 653.

⁴³ En particulier dans *Tempo Presente*, *The Encounter*, *Preuves* ou *Der Monat*, périodiques liés eux-mêmes au Congrès pour la liberté de la culture, dont on a vu que plusieurs des leaders fédéralistes ont participé à sa création : Anne-Marie Corbin, « Le Congrès pour la liberté de la culture : une entreprise européenne ? », in Antoine Fleury et Lubor Jílek (coords), *Une Europe malgré tout, 1945-1990*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 153-165.

⁴⁴ Éric Duhamel, « Jean-Paul David et le mouvement Paix et Liberté, un anticommunisme radical », in Jean Delmas et Jean Kessler (coords.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, éd. Complexe, 1999, p. 217-225.

⁴⁵ Bernard Ludwig, « Paix et Liberté : a transnational anti-communist network », in Luc van Dongen et alii, *Transnational anti-communism and the Cold War*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, p. 81-95.

d'affiches⁴⁶. Il n'y a cependant pas vraiment de programme européiste dans ces campagnes, mais une même détestation du communisme. Ce fait justifie que la cause commune l'emporte sur toute autre considération, et que « Paix et Liberté » soit peu regardant sur le passé de ses membres et sur leurs véritables motivations⁴⁷. La défense de l'Europe libre dérive ainsi peu à peu vers celle d'un Occident chrétien menacé et se mue en croisade contre le bolchevisme, évolution analogue au sein des réseaux ecclésiastiques et des démocrates-chrétiens des pays membres de la CECA. L'efficacité de cette propagande est sujette à caution, mais quelques sondages de l'époque démontrent que celle-ci a un impact non négligeable⁴⁸. Cependant, sa portée européenne reste problématique : pas plus que les deux autres engagements étudiés, celui-ci ne parvient pas à transcender le discours d'opposition frontale au communisme en une proclamation de solidarité européenne dépassant les frontières idéologiques. Ces dernières se présentent désormais comme une donnée indépassable, comme le montre en particulier l'absence de réaction, ou tout du moins l'acceptation résignée et généralisée des Occidentaux de la répression à Budapest par les troupes du Pacte de Varsovie en 1956 : c'est que les destins de l'Est et de l'Ouest ont désormais divergé dans les esprits, actant la séparation du continent en deux entre un communisme expérimental à l'Est et un marxisme fantasmé à l'Ouest. Cette absence de réaction de l'Occident, qui se répètera lors du Printemps de Prague, justifie *a posteriori* les plaintes répétées d'intellectuels de l'Est qui, de Milosz en passant par Eliade ou Kundera, déplorent ou dénoncent l'indifférence des Occidentaux à l'égard de leurs pays, et, au-delà, une trahison de l'Europe⁴⁹.

Le soutien de Washington à toutes ces manifestations plus ou moins spontanément européennes (même s'il est indirect dans le cas de « Paix et Liberté ») est sans ambiguïtés, et démontre, à partir de cette source, que « l'Europe » est plus un thème de propagande qu'un objet de débat : le Comité américain pour une Europe unie est ainsi fondé en 1948 et s'avère d'un précieux secours pour les premiers mouvements européistes, grâce à des donations d'hommes d'affaires et politiques américains et à des fonds plus secrets, le tout

⁴⁶ La plus célèbre est « La colombe qui fait boum » (1950, 300 000 exemplaires), dont le slogan est une déclinaison de celui de la publicité pour Perrier (« l'eau qui fait pschitt »). Elle sert à dénoncer l'apparent pacifisme communiste qui culmine avec l'Appel de Stockholm, cette pétition contre l'armement nucléaire lancée par le Mouvement mondial des partisans de la paix - d'inspiration communiste – le 19 mars 1950.

⁴⁷ À titre d'exemple, les Allemands Eberhard Taubert et Jürgen Hahn-Butry ont été membres actifs de l'Union allemande des comités anticommunistes qui a regroupé sous le Troisième Reich les organisations chargées de la propagande contre Moscou : Christian Ingrao, *Croire et détruire : les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010.

⁴⁸ « La propagande politique », in *Sondages. Revue française de l'opinion publique*, 1, 1954.

⁴⁹ Tony Judt, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France 1944-1956*, Paris, Fayard, 1992, p. 330-333.

jusqu'en 1960⁵⁰. Plus que de bâtir un « commun » européen, il s'agit de légitimer une communauté à l'Ouest qui se fabrique dans l'urgence un « récit commun » (avec quelques symboles forcés comme celui de Charlemagne) tout en choisissant de se tourner, par audace comme par calcul, vers un futur où l'histoire et ses pesanteurs ne feront plus obstacle à la renaissance du continent dans sa seule partie occidentale.

3. Entre normalisation et lutte à mort.

3.a La révolution européenne, une tradition propre ?

Si le Comité américain pour une Europe unie disparaît en 1960, ce n'est pas un hasard : la formule agressivement anticommuniste des premiers temps n'est alors plus de mise, tandis que se dessinent les contours de la détente. Une autre période s'ouvre qui permet de rappeler que les européistes, tout en adhérant naturellement à l'anticommunisme de guerre froide, suivent leur propre voie, qui prétend lutter différemment contre l'ennemi soviétique. De plus, la panique qui a présidé à l'installation des premières institutions européennes laisse assez vite place, entre la fin des années 50 et le début des années 60, à un contexte où l'intégration peut se poursuivre plus sereinement : les crises dans le camp communiste (Berlin-Est, Pologne, Hongrie) ont détruit le mythe d'une fraternisation européenne sous l'égide de Moscou, alors que les bons résultats de la CEE donnent un sens à ce qui n'était à la base qu'une option défensive de guerre froide.

La peur n'a pas été en effet le seul moteur de la construction européenne, car celle-ci s'est aussi appuyée sur une doctrine propre. L'européisme historique a certes proposé un modèle qui soit une alternative au communisme, mais aussi au libéralisme, fidèle à une pensée désignant l'Europe comme vecteur d'un projet moderniste et volontariste et levier d'une action rationnelle où l'organisation des institutions et des hommes doit permettre la création d'une société idéale⁵¹.

L'Europe des premières réalisations communautaires (CECA, CEE) relève en effet du fonctionnalisme, un processus d'intégration de l'espace politique qui estime que les faits économiques et sociaux, dépassant les frontières d'un État-nation, doivent entraîner

⁵⁰ Richard J. Aldrich, «OSS, CIA and European Unity: The American Committee on United Europe, 1948-60», *Diplomacy and Statecraft*, vol. 8, n° 1, mars 1997, p. 184-227.

⁵¹ Gianni Vattimo, « L'Europe ou la modernité », in Antoine Compagnon et Jacques Seebacher (coords.), *L'Esprit de l'Europe*, Paris, Flammarion, 1993.

mécaniquement la création d'institutions supranationales appropriées⁵². Cette nouvelle organisation, concurrente du communisme, partage cependant avec celui-ci des prétentions constructivistes, dont la finalité est la mise en place d'une nouvelle société⁵³. Il y a donc dans l'idéologie communautaire la recherche d'un but collectif, où règles et normes sont des véhicules naturels, qui l'éloigne à la fois de la pensée libérale, adepte de l'ordre spontané⁵⁴, et la rend suspecte à l'idée de démocratie représentative, garante du débat contradictoire⁵⁵.

Peut-être peut-on voir ici un signe de ce qui rapproche le plus idée européenne et communisme dans leur semblable héritage des Lumières : une même fascination pour la technique, le développement économique et la pensée rationnelle... La volonté d'ordonner le libéralisme⁵⁶ et de s'affranchir de l'histoire⁵⁷ est fondamentalement partagée entre les deux pensées, même si les moyens et les finalités pour y parvenir s'éloignent irrémédiablement. C'est même une vieille antienne de l'idéologie européenne qui renvoie aux Lumières et à leur réactualisation saint-simonienne⁵⁸ : la fondation de l'Europe, fait indéniable et couché dans un traité, ne vaut que par la proclamation d'un *telos* qui n'est pas encore atteint. Le futur, porteur d'une promesse de liberté et de bonheur matériel, est ainsi intégré dans le présent de l'action européenne.

Le succès économique de la CEE semble confirmer ces prémisses idéologiques, et aboutit à privilégier chez les principaux soutiens et acteurs de l'Europe la théorie mécaniste du « débordement » (pour « intégration »), qui met l'accent sur la coopération économique, mise sur la rationalité des agents et témoigne un certain mépris pour le cadre étatique. L'époque de cet épanouissement, qui correspond aux années 60, voit la mise en place des fondements juridiques et économiques d'une CEE essentiellement productiviste, fouettée par un contexte de croissance sans précédent, où s'illustrent les premiers « eurocrates »⁵⁹.

Cette période d'expansion est celle où l'anticommunisme se fait le plus discret du côté des institutions européennes. Même l'URSS, pour sa part, reconnaît l'existence économique de la CEE en-dehors des structures de l'OTAN avec les « 32 thèses » parues en août 1962 dans la

⁵² David Mitrany, *A Working Peace System*, Oxford University Press, 1943.

⁵³ Sabine Saurugger, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses nationales de Sciences Po, 2009 (chapitre II, « Néofonctionnalisme », p. 67-92)

⁵⁴ Vincent Valentin, « L'Europe au risque de la démocratie. La critique libérale », *Raisons politiques*, 2003/2 (n° 10), p. 25-42.

⁵⁵ Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, PUF, 2012, p. 4-5.

⁵⁶ Leon N. Lindberg, *The Political Dynamics of European Economic Integration*, Stanford University Press, 1963.

⁵⁷ Ernst B. Haas, *The Uniting of Europe*, Stanford, Stanford University Press, 1958.

⁵⁸ Pierre Musso (coord.), *L'actualité du saint-simonisme*, Paris, PUF, 2004.

⁵⁹ Altiero Spinelli, *The Eurocrats: Conflict and Crisis in the European Community*, The Johns Hopkins University Press, 1966.

*Pravda*⁶⁰. C'est en août 1964 qu'a lieu cette reconnaissance *de facto*, lors de la conférence internationale des économistes marxistes, qui admet la « réalité économique et politique du Marché commun » et l'inscrit dans le cadre d'une « compétition entre unions économiques »⁶¹. Cet apaisement explique la faible prise en compte, par les pays de l'Ouest, de l'éveil au même moment de la dissidence à l'Est, dont les acteurs préfèrent, pour relayer leurs doléances, se tourner vers les États-Unis plutôt que vers une CEE réduite au rang de simple acteur économique⁶².

3.b Une lutte feutrée mais implacable.

Cette situation d'entre-deux est brusquement remise en cause par la crise économique qui s'installe dans les différentes sociétés européennes au début des années 70, et qui opère une véritable remise en question de l'europhisme. En Occident, le modèle privilégié n'est bientôt plus celui de l'intégration économique, qui montre des signes d'essoufflement, mais celui de l'appartenance politique et culturelle, qui agite de nouveau la question paneuropéenne et celle de l'identité de l'ensemble européen. Le tournant institutionnel est celui du sommet des chefs d'État et de gouvernement de Copenhague, qui adopte une « Déclaration sur l'identité européenne » le 14 décembre 1973⁶³.

Les valeurs unitaires d'une grande Europe sont ainsi de nouveau posées, mais le débat s'inscrit toujours dans la compétition idéologique qui oppose l'Ouest à l'Est, et doit même beaucoup au renouveau des tensions internationales au moment où la Détente s'essouffle. Ce débat est intense au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tenue entre tous les acteurs de la guerre froide entre 1972 et 1975, une tentative de renouer un dialogue Est/Ouest que les Occidentaux vont utiliser comme levier pour fragiliser l'emprise

⁶⁰ « De l'intégration impérialiste en Europe occidentale », texte qui entre en contradiction avec le point de vue affirmé cinq ans auparavant par les « 17 thèses » exprimées dans « De la création du Marché commun et de l'Euratom », qui décrivaient l'Europe comme simple tremplin du capitalisme américain. Ces deux textes sont traduits dans Bernard Dutoît, *L'Union soviétique face à l'intégration européenne*, Lausanne, Centre de recherches européennes, 1964 (p. 211-235 pour le premier, p. 183-207 pour le second).

⁶¹ Cité dans Thomas Gomart, *Double détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 399 ; Marie-Pierre Rey, « Le retour à l'Europe ? Les décideurs soviétiques face à l'intégration ouest-européenne », 1957-1991 », *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, 2005, vol. 11, n° 1, p. 7-27.

⁶² Cécile Vaissié, « Les dissidents de Russie et la Communauté européenne : une rencontre ratée (1968-1986) », *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, 2005, vol. 11, n° 1, p. 29-44.

⁶³ « Déclaration sur l'identité européenne », *Bulletin des Communautés européennes*, décembre 1973, n° 12, Luxembourg, OPOCE, p. 127-130.

de Moscou⁶⁴. L'entreprise échappe en effet au camp communiste et correspond progressivement aux intérêts occidentaux, avec l'inclusion, dans la négociation, des grands principes de la « troisième corbeille »⁶⁵, qui soulèvent la question des droits de l'homme avec lesquels la pratique des régimes communistes est en contradiction.

Même avec le refroidissement induit par la crise des euromissiles, une arme existe désormais entre les mains des pays occidentaux (à laquelle il faut ajouter les crédits de plus en plus importants consentis aux États communistes) qui donne du poids à une diplomatie jusqu'ici simplement déclaratoire, dans le même temps où la dissidence établit une relation dynamique avec les opinions occidentales⁶⁶. Cette alliance entre un renouveau intellectuel autour de l'europhisme à l'ouest et l'universalisme européen revendiqué par la dissidence à l'Est permet que d'autres acteurs que les technocrates s'intéressent désormais à la construction européenne. Les confessions d'Edgar Morin, qui rappelle les circonstances l'ayant fait basculer, dans les années 70, du soutien à Moscou à la défense de l'Europe, valent pour de nombreux intellectuels dans ce contexte⁶⁷, dans le même temps où les tenants de l'orthodoxie communiste se cabrent contre toute évolution de la doctrine, notamment celle que sous-tend l'eurocommunisme⁶⁸, contribuant à la marginalisation croissante d'une idéologie qui apparaît en bout de course.

Dans ces conditions nouvelles, on imagine que l'europhisme peut enfin ouvrir une nouvelle page du projet d'intégration. La déliquescence des pays communistes et les succès économiques des nations occidentales au cours de la même décennie soulignent le contraste que ne peuvent même plus sauver les apparences. La chute du Mur de Berlin fait voler en éclats le Rideau de Fer, et remet au goût du jour les plans continentaux d'autrefois⁶⁹.

L'euphorie est cependant vite suivie par une grande désillusion car « l'Europe de Bruxelles », si elle a bien prévu de faire chuter le communisme, n'a pas vraiment envisagé d'accueillir de nouveaux Européens. En effet aucun projet basé sur un véritable paneuropéisme n'est alors pensé à l'Ouest, qui aurait abouti à une réflexion sur la grande Europe et évité des concepts

⁶⁴ Éric Remacle, *La CSCE : Mutations et perspectives d'une institution paneuropéenne*, vol. 1348-1349, Bruxelles, CRISP, 1992.

⁶⁵ Le contenu de celle-ci est axé sur des mesures concrètes, touchant par exemple les contacts plus libres entre les personnes, la réunion des familles ou l'amélioration des conditions du tourisme.

⁶⁶ Alexandra Laignel-Lavastine, *Esprits d'Europe. Autour de Czeslaw Milosz, Jan Patocka, Istvan Bibo*, Paris, Calmann-Lévy, 2005.

⁶⁷ Edgar Morin, « Souvenirs d'un anti-Européen », in *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1987, p. 9-29.

⁶⁸ Enver Hoxha, *L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme*, Tirana, 8 Nentori, 1980.

⁶⁹ Dorota Dakowska, « 1989 » dans Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier (coords.), *The Dictionary of Transnational History*, Londres, Palgrave Macmillan, 2009, p. 3-4 ; Padraic Kenney et Gerd-Rainer Horn (coords.), *Transnational moments of change : 1945, 1968, 1989*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004 ; Ralf Dahrendorf, *Réflexions sur la révolution en Europe : 1989-1990*, Paris, Seuil, 1991.

paresseux... et ambigu comme celui d'«européanisation» appliqué à des pays ex-communistes qui, bien que tels, n'ont jamais cessé d'être Européens⁷⁰. La seule alternative qui est alors proposée à ces derniers consiste à imiter l'Occident par une thérapie de choc, au risque de faire perdre au projet communautaire ce qui le différenciait du communisme : le pluralisme. Les critères de Copenhague (1993), qui contiennent cette thérapie de choc, sont proposés à des pays eux-mêmes en perte de repères⁷¹. Or, normaliser l'Europe de l'Est pour qu'elle s'adapte aux standards occidentaux, est-ce vraiment l'intégrer ? Doit-on rappeler le sens du mot *normalizace*⁷² dans l'ancienne Tchécoslovaquie suite à l'écrasement du Printemps de Prague ? Loin de rallier à la cause européenne des pays déboussolés, la *normpolitik* des institutions communautaires contribue au contraire à les figer dans une attitude à mi-chemin entre nostalgie d'un socialisme à visage humain et rancune contre une Europe qui n'est plus celle à laquelle ils ont crue⁷³. À ce compte, Bruxelles aurait assuré le triomphe de la doctrine de «souveraineté limitée» que Moscou souhaitait autrefois leur imposer.

Peut-on considérer que l'Europe d'aujourd'hui est le fruit d'une évolution dont la démocratie est la marque identitaire finale, confirmée par la disparition de l'URSS ? C'est en tout cas ce qui est écrit dans la Charte de Paris (OSCE, 21 novembre 1990) qui acte officiellement l'arrêt de la guerre froide en Europe en déclarant que «le courage des hommes et des femmes, la puissance de la volonté des peuples et la force des idées de l'Acte final d'Helsinki ont ouvert une ère nouvelle de démocratie, de paix et d'unité en Europe»⁷⁴. Le problème est que cet acte politique n'a pas fait tomber toutes les préventions, et qu'il existe bien un Rideau de Fer virtuel séparant toujours l'Europe en deux, avec de part et d'autres des mémoires différentes, des économies divergentes et des attitudes démographiques contrastées⁷⁵.

C'est ainsi que le libéralisme occidental, prétendument vainqueur de l'histoire, reçoit dans les ex-pays satellites des critiques acerbes autrefois réservées à l'ancien communisme tant décrié : le succès des théories de l'illibéralisme revendiquées par le Premier ministre hongrois

⁷⁰ Claudio Radaelli, «Européanisation», *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 247.

⁷¹ Les critères de Copenhague forment un ensemble de conditions pour l'accession à l'Union européenne de pays candidats, parmi lesquelles la mise en place d'«institutions stables» et d'«une économie de marché viable» ainsi que la capacité «de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire».

⁷² Ce terme décrit la période de reprise en main de l'appareil politique et économique par la ligne conservatrice du Parti communiste tchécoslovaque.

⁷³ Nicolas Offenstadt, *Le pays disparu. Sur les traces de la RDA*, Paris, Gallimard, 2018.

⁷⁴ «Charte de Paris pour une nouvelle Europe», OSCE, Paris, 20-21 novembre 1990.

⁷⁵ Jérôme Heurtaux et Frédéric Pellen (coords.), *1989 à l'est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2009.

Viktor Orbán (en réalité exprimées de longue date par le politologue Fareed Zakaria⁷⁶), qui reprochent à l'Occident son arrogance et son universalisme abstrait, est en ce sens assez illustratif⁷⁷. Ce rejet de l'Europe communautaire et de ce qu'elle représente se retrouve dans les propos de l'ancien dissident soviétique Vladimir Boukovski établissant un parallèle entre l'UE et l'URSS (« l'UERSS » : « J'ai vécu dans votre futur, et ça n'a pas marché »⁷⁸), et qui assimile système européen et système soviétique comme communautés imposées. La révolte des pays ex-communistes passe par des gestes symboliques forts, auxquels ceux-ci souhaitent donner une résonance globale : il en est ainsi de la « résolution sur la mémoire européenne » adoptée par le Parlement européen le 19 septembre 2019, assimilant nazisme et communisme, et qui appelle à la destruction de monuments historiques ou à l'interdiction de la vente de certains objets datant de l'ère soviétique. Cette résolution en rejoint une autre, adoptée en avril 2009, et qui visait à faire du 23 août, jour anniversaire du Pacte Molotov-Ribbentrop, une journée européenne de commémoration des victimes nazies *et communistes*⁷⁹.

Ce déficit de soutien semble résulter de la tendance des traités communautaires post-guerre froide, dont celui de Maastricht, à avoir réduit le passage vers une nouvelle ère à de simples problèmes technocratiques, négligeant la définition d'un « commun européen » ambitieux et à la hauteur des bouleversements pourtant ressentis par tout un continent au même moment. Comme l'écrit Luuk van Middelaar, « l'euroanéité d'un État se met à dépendre de son degré de développement, et à faire l'objet de rapports »⁸⁰, ce qui donne à Bruxelles le droit de décider qui est Européen et quand il le devient. Surtout, cette approche sélective ne permet pas d'asseoir l'euroanéité en question sur des critères politiques, pourtant nécessaires afin que l'euroanisme ne se réduise pas une simple idéologie du marché... Ce n'est pas un hasard si ces lacunes sont particulièrement mises en avant par les pays ex-communistes, qui nous rappellent que l'anticommunisme a certes été un instrument structurant de la construction européenne mais, s'inscrivant dans une cause et un combat avant tout universels, s'avère de

⁷⁶ Fareed Zakaria, *The Future of Freedom: Illiberal Democracy at Home and Abroad*, W.W. Norton & Company, 2003.

⁷⁷ Amélie Poinssot, « Démocratie illibérale et vernis européen », in *Dans la tête de Viktor Orbán*, Solin/Actes Sud, 2019.

⁷⁸ Vladimir Boukovski, *L'Union européenne, une nouvelle URSS ?*, Monaco, éd. du Rocher, 2005. Notons qu'il existe également une critique libérale contre l'Europe, accusée de privilégier une forme d'étatisation liberticide, où la comparaison avec l'URSS finit par être mise en avant (par exemple chez Pascal Salin, *Libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 489).

⁷⁹ « Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe », P9_TA(2019)0021 ; « Résolution du Parlement européen du 2 avril 2009 sur la conscience européenne et le totalitarisme », P6_TA(2009)0213 .

⁸⁰ Luuk van Middelaar, *op. cit.*, p. 379.

peu d'utilité alors même que l'Europe cherche son unité, et que le cadre universel perd de sa pertinence au sein d'une mondialisation de plus en plus rejetée.

Après l'effet-miroir qui a donné à l'europhisme des raisons d'être face aux régimes communistes, l'effet boomerang qui résulterait de leur disparition (soit une tentative de persuasion qui, à l'inverse de l'effet attendu, renforce les attitudes de la cible plutôt que de les modifier⁸¹) ne démontrerait-il pas qu'une idée politique, quelle qu'elle soit, doit se poser la question de sa perpétuation, en particulier lorsqu'elle a en apparence triomphé d'idéaux adverses ? À défaut, le risque serait de voir revenir ces derniers sous une autre forme, bien que tout aussi hostile à l'idée d'Europe⁸² et, dans ce cas, le spectre communiste n'en aurait pas fini de hanter l'Europe...

⁸¹ Arthur Guezengar, « La théorie du boomerang » publié dans *Etudes arendtiennes*, le 17 septembre 2016, <https://ea.hypotheses.org/228>.

⁸² On pourrait s'intéresser ici aux inflexions du discours poutinien qui revisite l'histoire au profit d'une mémoire stalinienne réhabilitée, et à la séduction qu'exerce auprès du Kremlin les thèses « nationale-bolcheviques » et « eurasiennes » d'un Alexandre Douguine : Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Actes Sud, 2015.